



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

12-10-2015

La Sécurité Sociale, 70 ans après sa création

A 2 mois des élections régionales Hollande discourt à l'occasion des 70 ans de la Sécurité Sociale. Il affirme que « Ce pilier de la République est surtout menacé par le conservatisme » et met en avant « toutes ses réformes » pour dit-il « réduire le déficit ». Il a annoncé que « le budget 2016 devrait le ramener de 12,8 milliards en 2015 à moins de 10 milliards ». Comme ses prédécesseurs, en accord avec le MEDEF et, les experts en tous genres, il vante les mérites de la Sécu depuis sa création, pour ajouter aussitôt : « Nous ne pouvons pas laisser à nos enfants la dette que nous avons créée par trop de dépenses. ».

Pour réduire cette dette, toujours la même solution : diminuer les dépenses, faire payer les malades, diminuer les crédits pour l'hôpital public, bloquer des retraites et pensions, réduire les allocations familiales, utilisation autoritaire des médicament génériques, blocage des honoraires des médecins.

Ils rackettent la Sécurité Sociale.

Pourquoi est-elle en déficit ? **Depuis 30 ans tous les gouvernements ont réduit de plus en plus la part des cotisations sociales patronales.** Ces réductions atteignaient 20 milliards en 2003, elles atteignent 50 milliards aujourd'hui. (comparez avec 12,8 milliards de déficit annoncés). Ajoutons à cela le blocage des salaires, les suppressions d'emplois et les délocalisations vers les pays à bas coût pour toujours plus de profits pour les actionnaires qui diminuent les recettes de la Sécu.

Un peu d'histoire : Une conquête sociale majeure en 1945

Dans la nuit de l'occupation nazie, le Conseil National de la Résistance inscrit dans son programme pour l'après libération du pays, le principe d'une sécurité sociale qui doit couvrir pour tous les périodes de non travail. Principe réaffirmé par le gouvernement le 4 octobre 1945 et qui verra sa mise en application par un vote du Parlement en 1946 sous l'impulsion du ministre communiste du Travail, Ambroise CROIZAT. L'unicité des 4 branches (maladie – retraite – famille et recouvrement des cotisations) cela permettra une réelle sécurité sociale, de la naissance jusqu'à la mort, reposant sur la solidarité.

Rappelons que la Sécu est financée par des cotisations sociales- et non des charges comme le prétend le patronat- versées à part égale par les salariés et les patrons. Ce financement constitue un salaire socialisé versé aux ayant droits pour toutes les périodes de non travail.

Dès ce principe proclamé- et même inscrit dans le préambule de la Constitution- sa mise en application pratique a été l'objet d'une lutte permanente entre le patronat avec les gouvernements à son service et la classe ouvrière, les salariés. **Le patronat n'a jamais accepté le système de la Sécu basé sur la répartition et son financement. Il n'a jamais non plus admis la gestion démocratique mise en place en 1945 : l'élection de son Conseil d'Administration par les salariés qui en assurent la gestion.**

Dès 1947 ils ont attaqué la Sécurité Sociale.

Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1947 ont mis en place la politique exigée par le capital, une politique de recul de la Sécurité Sociale et de notre système de santé de santé.

* En 1967 de Gaulle, président de la République, par des ordonnances, divise la sécurité sociale en 3 branches (fini l'unicité !), il supprime l'élection du Conseil d'Administration et y installe le patronat. Le loup est dans la bergerie !

*En 1990, Michel Rocard 1^{er} Ministre socialiste de F. Mitterrand instaure la CSG payé par les salariés et les retraités. Un impôt qui n'a cessé d'augmenter, il représente aujourd'hui 20,5% (84 milliards) des rentrées annuelles de la Sécurité Sociale.

*Il y a eu sous Chirac et sous Sarkozy les lois Douste-Blazy en 2004, la loi Bachelot en 2009 qui a instauré les ARS (Agences Régionales de Santé) avec un seul but : réduire les offres de soins, fermer les hôpitaux et faire gérer ceux qui restent comme des entreprises capitalistes, introduire le privé dans l'hôpital public, faire payer les malades. La loi santé qu'a fait voter en avril 2015 le gouvernement socialiste accentue en ce sens.

Aujourd'hui 30% de la population renonce aux soins faute de moyens.

Ils veulent privatiser notre système de Sécurité Sociale.

La santé est un marché fabuleux. Thierry Beaudet, président de la MGEN, ne fait pas mystère de cette volonté. Dans le journal 'les Echos' (6.10.2015) il déclare « La Mutualité doit être le centre de gravité de la protection sociale en France »

Il faut donner à la Sécu les moyens financiers de jouer son rôle. La Sécurité Sociale ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales avec le concours actif du gouvernement.

Il faut supprimer les 50 milliards de cadeaux par an aux grandes entreprises. Il faut revenir à la loi de financement de la Sécurité Sociale : 50% payés par les salariés, 50% par les patrons. Augmenter les salaires de 1% c'est 1 milliard de plus dans les caisses. Faire reculer le chômage c'est de nouveaux salariés qui sortent de la misère et deviennent des cotisants.

Il faut rendre aux assurés la propriété de la Sécu... Les administrateurs de la Sécu doivent être élus par les assurés.

De telles mesures ne sont pas à attendre de ce gouvernement. Il n'y a que la lutte qui pourra les imposer. Dites-le lors des élections régionales les 6 et 13 décembre prochain, en votant pour le parti révolutionnaire Communistes.